

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3 avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 12/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**Société SOLE MIO**

ZA du Guimand  
26120 MALISSARD

Référence : 20220704-RAP-DAEN0577

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2022 dans l'établissement SOLE MIO implanté ZA du Guimand 26120 MALISSARD. L'inspection a été annoncée le 27/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite aux restrictions d'usage de l'eau depuis mai 2022, une inspection a été diligentée afin de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral « sécheresse ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLE MIO
- ZA du guimand 26120 MALISSARD
- Code AIOT dans GUN : 0010300099
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

L'usine est spécialisée dans la fabrication de pizzas au feu de bois surgelées. Elle dispose de stockages de matières premières, d'emballages et de produits finis, de groupes froids fonctionnant à l'ammoniac et de tours aéroréfrigérantes.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de l'inspection précédente
- sécheresse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
NC1_2022 – Situation administrative	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 1.2.1	Lettre de suite
NC10_2018 – Cimentation annulaire du forage F2	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.3	Lettre de suite
NC11_2018 – Margelle bétonnée autour du forage	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.2	Lettre de suite

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
NC13_2018 – Plan des réseaux	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.3.2	Lettre de suite
NC17_2018 – Contrôle incomplet des installations électriques	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 8.5.2.	Lettre de suite
NC9_2021 – Dispositions relatives au stockage de bois	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.8	Lettre de suite
NC10_2021 – Mesures de maîtrise des risques spécifiques pour ammoniac	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.11.	Mise en demeure, respect de prescription
NC11_2021 – Mesures de maîtrise des risques spécifiques pour ammoniac	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.11.	Lettre de suite
NC12_2021 – Remise en service skid ammoniac 148 kg	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.8	Mise en demeure, respect de prescription
NC14_2021 – Dispositions constructives de locaux de production	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.1.1	Lettre de suite
NC15_2021 – Dispositions constructives du local four	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.1.1.1.	Lettre de suite
NC2_2022 – Consommation d'eau	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.1	Lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
NC4_2018 – Diffusion des polluants atmosphériques issus des cheminées	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 3.2.2
NC5_2018 – Entretien des fours et cheminées	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 3.2.4
NC8_2021 – Désenfumage des chambres froides CF13 et CN12	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.5.4.
NC20_2018 – Détection ammoniac	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.17
NC13_2021 – État des stocks	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 6.1.1.
NC16_2021 – Fermeture du forage F1 et état	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.2
NC17_2021 – Epandage des cendres	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 5.2
NC18_2021 – Stockage des cendres	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 5.1.3
Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.5.1
— 40 % prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les suites de l'inspection précédente, une majorité d'écarts a été suivie d'effets ou d'actions en cours. Un point sensible reste en suspens concernant la bonne remise en service du groupe froid ammoniac « skid 148 kg » et les éléments la justifiant.

Concernant le respect des restrictions liées à la sécheresse, la consommation journalière maximale en eau souterraine est conforme aux -40 %.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : NC1\_2022 – Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b> 2220 : 33,3 t/j 2221 : 15,6 t/j
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un bilan des matières entrantes de 2022. 13 jours de production sont supérieurs à la limite cumulée des rubriques 2220 et 2221 (48,9 t/j) avec un maximum à 56,7 t/j le 19/01/2022. L'exploitant indique que cela est lié à la fabrication d'une nouvelle recette de pizzas plus garnies.  L'exploitant doit transmettre son plan d'actions afin de respecter son arrêté préfectoral concernant le respect du seuil des rubriques 2220 et 2221 d'ici le 31/07/2022.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

**Nom du point de contrôle : NC4\_2018 – Diffusion des polluants atmosphériques issus des cheminées**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.  Constat lors de la visite du 01/03/2018 : Les cheminées sont munies de chapeaux au débouché. Les chapeaux ne favorisent pas l'ascension et la diffusion des effluents atmosphériques.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'exploitant n'a toujours pas justifié qu'il dispose de conduits de cheminées dont la forme, notamment la partie au débouché, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Délai : 28/02/2022
<b>Constats :</b> Par courriel du 23/02/2022, l'exploitant a transmis le bon de commande pour les cheminées le 21/01/2022.  L'inspection a constaté la mise en place de débouchés de cheminée ne perturbant pas la diffusion des polluants.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC5\_2018 – Entretien des fours et cheminées**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> La conception et la fréquence d'entretien de l'installation doivent permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.  Constat lors de la visite du 01/03/2018 : L'exploitant n'a pas justifié de l'entretien des fours et cheminées fait en interne. Aucune traçabilité n'est mise en place.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'exploitant indique que, sur le nouveau four, la seule opération d'entretien effectuée est le nettoyage des cendres le samedi et qu'elle n'est pas tracée. Délai : 28/02/2022
<b>Constats :</b> Par courriel du 23/02/2022, l'exploitant indique avoir fixé la fréquence de ramonage à 2 fois par an. Un tableau de suivi est mis en place.  L'exploitant indique que le premier ramonage a été fait en mai 2022 et que la quantité de cendres récupérées était très faible.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC10\_2018 – Cimentation annulaire du forage F2**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.  Constat lors de la visite du 01/03/2018 : Pour le forage de 2017, la cimentation annulaire n'est présente qu'entre 0 et -5 m.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : Le forage F2 n'est toujours pas conforme pour la cimentation annulaire. Délai : 30/06/2022
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place des blocs rocheux afin d'interdire l'accès des véhicules autour du forage F2. Il indique être en contact avec un foreur pour refaire un nouveau forage mais que les délais sont très longs.  Le délai est reporté au 30/06/2023.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

**Nom du point de contrôle :** NC11\_2018 – Margelle bétonnée autour du forage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.  Constat lors de la visite du 01/03/2018 : Les deux forages ne comportent pas de margelle bétonnée de 3 m <sup>2</sup> autour de leur tête au dessus du niveau du terrain naturel.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : Le forage F2 ne comporte pas de margelle bétonnée. Délai : 30/06/2022
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place des blocs rocheux afin d'interdire l'accès des véhicules autour du forage F2. Il indique être en contact avec un foreur pour refaire un nouveau forage mais que les délais sont très longs.  Le délai est reporté au 30/06/2023.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

**Nom du point de contrôle : NC13\_2018 – Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul> Constat lors de la visite du 01/03/2018 : L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux d'eaux usées à l'intérieur des bâtiments. Délai : 30/06/2022
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas avoir eu le temps de faire le complément du plan des réseaux.  Le délai est reporté au 31/12/2022.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite



**Nom du point de contrôle :** NC17\_2018 – Contrôle incomplet des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 8.5.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance [...] ainsi que des éventuelles installations électriques [...] conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.  Constat lors de la visite du 01/03/2018 : L'exploitant n'a pas fait contrôler intégralement ses installations électriques et n'a pas fourni tous les éléments permettant le contrôle (pas de remise du zonage ATEX ni du plan relatifs aux risques particuliers de l'installation).  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : Le rapport Q18 de l'APAVE du 28/01/2021 indique que la vérification des installations électriques est incomplète (problème de DRPCE suite à l'extension de l'atelier garnissage). Délai : 28/02/2022
<b>Constats :</b> Par courriel du 23/02/2022, l'exploitant a indiqué que des dispositions ont été prises afin que le contrôle soit complet. La vérification a été faite le 17/02/2022.  L'exploitant a présenté le rapport Q18 de l'APAVE du 26/03/2022 et le rapport de vérification des installations électriques associé.  Le rapport Q18 précise que la commande de la vérification complète des installations a bien été faite mais n'a pu être réalisée car des notes de calculs sont manquantes. L'exploitant indique avoir missionné la société SNEF sur les notes de calculs et que cela demande du temps. Par ailleurs, les installations en hauteur (éclairage) n'ont pas été contrôlées.  Le rapport Q18 n'indique toutefois pas d'écart à ce stade.  L'exploitant veillera à transmettre les notes de calculs nécessaires au prestataire pour que le prochain contrôle annuel puisse être fait intégralement, y compris pour les éclairages en hauteur. Le rapport de vérification sera transmis à l'inspection d'ici le 31/03/2023.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

**Nom du point de contrôle : NC8\_2021 – Désenfumage des chambres froides CF13 et CN12**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.5.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prescriptions des Article 9.5.4.1., Article 9.5.4.2., Article 9.5.4.3. s'appliquent aux combles de tous les entrepôts frigorifiques et aux cellules de stockage des entrepôts frigorifiques (surmontées ou non de combles) ayant des températures de stockage des produits strictement supérieures à 10 °C.  Les cellules de stockage des entrepôts frigorifiques ayant des températures de stockage des produits inférieures ou égales à 10 °C, sont : - soit équipées d'installation de désenfumage adaptées. Si elles sont différentes de celles prévues aux Article 9.5.4.1., Article 9.5.4.2., Article 9.5.4.3., leur efficacité est justifiée par un organisme compétent en matière de désenfumage et l'exploitant intègre la procédure opérationnelle d'utilisation au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie ; - soit non désenfumées. L'exploitant précise clairement au niveau des cellules concernées qu'elles ne sont pas désenfumées et intègre les dispositions adaptées au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'exploitant indique qu'il n'y a pas de désenfumage dans les cellules CN12 et CF13 et qu'il n'y a pas de procédure spécifique prévue ni d'information au niveau des cellules. Délai : 30/06/2022
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'un affichage au niveau des cellules sur l'absence de désenfumage. L'exploitant indique avoir formé son personnel sur cette zone spécifique.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC9\_2021 – Dispositions relatives au stockage de bois**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stock de bois est éloigné de plus de 10 mètres de toutes sources d'inflammation potentielles ou un mur REI120. Un marquage au sol permettra de respecter cette distance. Une détection incendie est en place.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : Le stock de bois n'a pas de détection incendie au droit du stockage et il n'y a pas de marquage au sol de l'interdiction de source d'inflammation potentielle. Délai : 30/06/2022
<b>Constats :</b> La détection incendie au droit du stockage de bois est toujours absente. L'exploitant indique ne pas pouvoir mettre de marquage au sol. Un affichage est mis en place.  L'exploitant précise qu'une commande groupée est prévue pour améliorer la détection incendie sur les cellules CN10/CN11 (détection aspirante).  L'exploitant transmettra le bon de commande signé d'ici le 30/08/2022 et veillera à la mise en place de la détection incendie au droit du stockage de bois d'ici le 31/12/2022.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

**Nom du point de contrôle : NC20\_2018 – Détection ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable.[...]  Constat lors de la visite du 01/03/2018 : La nouvelle salle des machines NH3 située au Nord du site ne dispose pas encore d'une détection ammoniac. L'exploitant indique que sa mise en place est prévue courant mars 2018.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : La salle des machines « skid 148 kg » étant en cours de réfection, l'inspection n'a pas pu accéder aux installations (pas de vérification de la présence de détection ammoniac). Délai : 31/12/2021
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence des deux détecteurs ammoniac en salle des machines du skid NH <sub>3</sub> 148 kg au-dessus des capacités d'ammoniac.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC10\_2021 – Mesures de maîtrise des risques spécifiques pour ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.11.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> Les salles des machines sont disposées conformément à l'étude de dangers.  Le conduit d'extraction de la salle des machines dite « skid 148 kg » a une hauteur minimale de 8 m en direction verticale. Une redondance de la mesure de maîtrise des risques « ventilateur » est assurée pour le skid 148 kg d'ammoniac.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'inspection n'est pas en mesure de s'assurer de la présence redondante du ventilateur, de son bon fonctionnement et du bon fonctionnement de la chaîne de détection ammoniac.  A noter que le skid est en phase de modification/maintenance et non chargé en ammoniac. Délai : 31/12/2021
<b>Constats :</b> L'exploitant n'arrive pas à obtenir les documents relatifs à la mise en service du skid Nh3 148 kg malgré ses relances (vu courrier recommandé du 21/06/2022). Il n'a donc pas justifié de la redondance de la mesure de maîtrise des risques « ventilateur ».
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : NC11\_2021 – Mesures de maîtrise des risques spécifiques pour ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.11.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> Un test a minima trimestriel de la chaîne de détection ammoniac + ventilateur est assuré. Ces opérations sont tracées.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : Le test trimestriel de la chaîne de détection et du ventilateur n'est pas effectué (prescription applicable depuis moins d'un trimestre et le skid est en phase de modification/maintenance et non chargé en ammoniac). Délai : 31/12/2021
<b>Constats :</b> L'exploitant fait le test en interne de la chaîne de détection ammoniac (vu tableau de suivi, dernier test le 24/06/2022). Aucune procédure associée n'est rédigée.  L'exploitant doit a minima rédiger la procédure de test. A faire d'ici le prochain test.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

**Nom du point de contrôle :** NC12\_2021 – Remise en service skid ammoniac 148 kg

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.7.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article L181-14 du code de l'environnement ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente ; désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.  Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : Des modifications sont en cours sur le « skid 148 kg ». L'inspection souhaite s'assurer du bon contrôle complet du skid à l'issue de la remise en service. Délai : 31/12/2021
<b>Constats :</b> L'exploitant n'arrive pas à obtenir les documents relatifs à la mise en service du skid NH <sub>3</sub> 148 kg malgré ses relances (vu courrier recommandé du 21/06/2022). Il indique que le Bureau VERITAS est passé sur site pour faire le contrôle des appareils à pression.  Par courriel du 04/07/2022, l'exploitant a transmis les attestations de réglages des pressostats du 16/03/2022, la déclaration de conformité du séparateur d'huile et le procès-verbal d'étanchéité du 19/01/2022.  Le rapport de vérification complète n'a pas été transmis.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : NC13\_2021 – État des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 6.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées auquel est annexé un plan général des stockages. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : Les quantités d'ammoniac sont inexactes (quantités en bouteilles non prises en compte) et le temps d'extraction des données est long, malgré la demande anticipée de l'inspection dans sa lettre d'annonce.  L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des stockages. Délai : 28/02/2022
<b>Constats :</b> Par courriel du 23/02/2022, l'exploitant a transmis un plan général des stockages. L'exploitant a présenté un état des stocks de la partie ammoniac tenu à jour. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC14\_2021 – Dispositions constructives de locaux de production**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux abritant les installations de production doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• murs séparatifs avec les locaux à risques coupe-feu de degré 2 h,</li><li>• planchers haut coupe-feu de degré 2 h,</li><li>• portes intérieures coupe-feu de degré 1/2h, 1h dans les murs coupe-feu 2 h,</li><li>• portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2h ;</li><li>• matériaux de classe M0 à l'exception des cloisons frigorifiques qui sont au minimum classe M1.</li></ul> La séparation avec les locaux à risques, prévue au présent article est au moins en place vis-à-vis du stockage d'emballage, des salles des machines, du local alimentation four et du local transformateur.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'exploitant n'a pas justifié de la résistance au feu des locaux de production. Délai : 30/06/2022
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas avoir progressé sur ce sujet compliqué.  Un délai jusqu'au 30/06/2023 est accordé.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

**Nom du point de contrôle :** NC15\_2021 – Dispositions constructives du local four

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 9.1.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le local abritant les fours est considéré comme étant à risque d'incendie. Ce local présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- ensemble de la structure a minima R 15 ;</li><li>- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 (B s3 d0 pour les locaux frigorifiques abritant plus de produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et leur conditionnement (cartons, étiquettes...) que la quantité produite ou utilisée en deux jours par l'installation relevant de la rubrique 2220) ;</li><li>- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice Broof (t3) ;</li><li>- ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres, maintenue libre en permanence et clairement identifiée ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI120 ;</li><li>- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.</li></ul> <p>Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'inspection a constaté l'absence de mur coupe-feu 2 h sur le mur Ouest de la salle des fours.</p> <p>Les portes coupe-feu mises en place sont des portes EI60 et non des portes EI120. Elles ne sont pas munies de ferme-porte automatique.</p> <p>Deux ouvertures dans les murs coupe-feu Nord et Sud du local four sont présentes sur une vingtaine de centimètres de haut afin d'introduire les pizzas dans le four via des convoyeurs. Il y a peu de matières combustibles à moins de 10 m de cette ouverture. Cependant, l'exploitant ne maintient pas complètement libre la zone de 10 m et cette zone n'est pas signalée.</p> <p>Délai : 30/06/2022</p>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'absence de matières combustibles autour des parois Nord et Sud du local fours, côté production sur une zone de 10 m. Aucune signalétique n'est mise en place.  Le mur Ouest du local fours n'est pas REI 120 et une distance d'éloignement de 10 m de toute matière combustible n'est pas respectée (présence d'un rack avec des matières combustibles (pièces de maintenance en plastiques et caisses bois notamment)).  Les portes du local fours sont munies de ferme-portes intégrés qui méritent d'être mieux réglés.  L'exploitant veillera à signaler et à respecter les zones qui doivent être exemptes de matières combustibles et à régler les ferme-portes d'ici le 31/07/2022.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

**Nom du point de contrôle : NC16\_2021 – Fermeture du forage F1 et état**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : La protection de la tête du forage F1 est fissurée et ne dispose pas de cadenas de fermeture. Le forage n'est pas nommé. Délai : 30/06/2022
<b>Constats :</b> Le forage est désormais cadenassé et la fissure de la buse est réparée.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC17\_2021 – Epandage des cendres**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets / Epandage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les épandages sont interdits.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'exploitant déclare que les cendres de bois du four sont reprises par un agriculteur qui les épand dans ses champs. Délai : Immédiat
<b>Constats :</b> Par courriel du 23/02/2022, l'exploitant a indiqué que les cendres sont récupérées pour être éliminées par VEOLIA.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : NC18\_2021 – Stockage des cendres**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.  La durée maximale de stockage des déchets ne doit pas excéder 3 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (<5t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques.  La quantité maximale de déchets stockés sur le site ne doit pas excéder 30 tonnes. Les déchets dangereux sont étiquetés de manière à être clairement identifiables.  Suites de l'inspection du 15/11/2021 : L'inspection a constaté la présence de traces noires sur la partie enherbée à l'Ouest du site sur une zone d'environ 4 m². L'exploitant indique que c'était la zone de stockage des cendres de bois. L'exploitant n'a pas respecté la prescription pour le stockage de déchets. Délai : Immédiat
<b>Constats :</b> Par courriel du 23/02/2022, l'exploitant a indiqué que les cendres sont stockées dans des bennes.  L'inspection a constaté que les cendres sont bien stockées dans des bennes à l'abri des eaux météoriques.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC2\_2022 – Consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :  Eau souterraine forage F1 : prélèvement maxi 5300 m<sup>3</sup>/an – 14 m<sup>3</sup>/h – 113 m<sup>3</sup>/j – alimentation en eau d'appoint des TAR  Eau souterraine forage F2 : 1300 m<sup>3</sup>/an – 1 m<sup>3</sup>/h – 14 m<sup>3</sup>/j – alimentation en eau d'appoint des TAR  Eau potable : 8300 m<sup>3</sup>/an – sanitaires – lutte contre l'incendie – eaux de process – nettoyages</p>
<p><b>Constats :</b>  Suivi habituel du prélèvement d'eau, volume maximal et masse d'eau concernée :  L'exploitant prélève :  <u>* dans le milieu naturel :</u>  Préciser : eaux souterraines sur le seul forage F1 (situé sur la même nappe que le forage F2 inutilisé)  Nom de la masse d'eau et son code SANDRE : Alluvions anciennes de la plaine de Valence FRDG146  Volume annuel 2021 : 9810 m<sup>3</sup> / 2020 : 7480 m<sup>3</sup> / 2019 : 7800 m<sup>3</sup>  Déclaré dans GERE  Conforme avec le volume maximal autorisé : non pour 2019 et 2021</p> <p>Volume journalier maximal depuis mai 2022 (semaine 25 (juin 2022)) : 73,2 m<sup>3</sup>/j pour un volume maximal total autorisé de 127 m<sup>3</sup>/j (F1+F2)  Conforme avec le volume maximal autorisé : oui</p> <p><u>* sur le réseau de distribution d'eau potable :</u>  Volume annuel 2021 : 13069 m<sup>3</sup> / 2020 : 10254 m<sup>3</sup> / 2019 : 8100 m<sup>3</sup>  Déclaré dans GERE  Conforme avec le volume maximal autorisé : non depuis 2020</p> <p>L'exploitant doit étudier des dispositions de réduction des consommations d'eau potable et d'eau de forage afin de respecter les maximums annuels prescrits. Un point sera fait au 30/10/2022.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

**Nom du point de contrôle : Relevé des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2021, article 4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l', sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.
<b>Constats :</b> Prélèvement contrôlé : Forage F1  Le prélèvement dispose d'un compteur : oui  L'exploitant relève ce compteur : oui  Le relevé est : hebdomadaire  L'exploitant dispose-t-il d'un registre : oui
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : -40 % prélèvement d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> AP cadre sécheresse : 20/04/2021 Zone d'alerte : plaine de Valence Seuil : alerte renforcée AP de restriction en vigueur lors de l'inspection : 31/05/2022 Dispositions qui s'appliquent : Diminution globale de 40 % des prélèvements d'eau, soit 76,2 m <sup>3</sup> /j pour les forages F1+F2
<b>Constats :</b> Le maximum depuis le 31/05/2022 consommé journalièrement est de 73,2 m <sup>3</sup> /j. Le seuil journalier - 40 % est donc respecté. A noter que les TAR servent au refroidissement des groupes froids ammoniac et sont de technologie récente (2011 pour la plus ancienne).  L'exploitant prévoit une réduction de ses consommations d'eau entre le 11/07 et le 19/08 (baisse de production prévue initialement pour les congés), qui induira une baisse de consommations d'environ – 40 % par rapport à la consommation de mai/juin 2022. A noter que la consommation d'eau de forage est directement liée à la température extérieure (plus la température extérieure est élevée, plus la consommation d'eau augmente). Les surgélateurs sont arrêtés en dehors des périodes de production. Les stockages doivent être maintenus réfrigérés pour des raisons d'hygiène alimentaire. L'exploitant indique devoir passer sur l'eau de ville si les restrictions sont maintenues d'ici fin août. Cependant, l'eau provient du captage de St-Marcel-Les-Valence. Si cela n'est pas suffisant, l'exploitant ne pourra pas mettre en œuvre de mesures supplémentaires sauf à arrêter l'usine.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet